



Groupe URD - Somalie

Penser le développement ne doit certes pas se faire au prix de l'urgence. Les acteurs de l'urgence trouvent toute leur légitimité en crise aiguë. Ils ont développé des outils professionnels propres à cette phase spécifique.

En crises durables ou récurrentes, équipes humanitaires et de développement doivent travailler ensemble dès les pics d'urgence. Des actions parallèles permettent notamment de lever la tension classique entre renforcer l'Etat dans son rôle régalién d'une part et assurer rapidement les services auprès des populations d'autre part.

Intervenir en hydraulique rurale : des mécanismes à repenser, le cas du Tchad

Dans un contexte hydrogéologique compliqué, et face à une crise durable, la réponse humanitaire a été majoritairement inappropriée :

- les systèmes techniques apportés sont lourds, non transférables à la population ;
- les camps de réfugiés soudanais et de déplacés tchadiens sont surdimensionnés, épuisant les nappes ;
- des centaines de litres d'eau chlorinée servent chaque jour à abreuver des ânes ou à faire des briques ;
- les populations résidentes des zones d'implantation des camps ne bénéficient d'aucun service. Cette asymétrie d'intervention est facteur de tension.

[Source : Rapport d'évaluation stratégique – Groupe URD pour la Direction Générale ECHO de la Commission européenne]

Dans les contextes de crises, les acteurs se doivent de :

- se référer aux stratégies sectorielles nationales ;
- limiter les réponses techniques standards de l'urgence, s'adapter aux marchés de pièces de rechange existants et structurer les filières artisans réparateurs ;
- privilégier les approches programme.

www.partenariat-francais-eau.fr

Imprimé sur papier recyclé avec des encres à base végétale



Solidarités - Kaboul



ENGAGÉS
POUR L'EAU
DU MONDE.

DE L'URGENCE HUMANITAIRE AU DÉVELOPPEMENT, L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT, UNE PRIORITÉ POUR LES POPULATIONS

Trois objectifs :

- Renforcer la coordination des acteurs de l'urgence et du développement
- Développer des mécanismes financiers plus réactifs et mieux articulés
- Partager et capitaliser la connaissance des situations de fragilité et les expériences de terrain

Entre l'urgence humanitaire et un retour à un développement stable, de nombreux scénarios sont possibles. Le schéma long-temps privilégié de continuum ne se retrouve en fait que dans certaines situations.

Les crises sont souvent complexes, résultant de conflits durables, profondément ancrés dans les relations socio-économiques. Les implications sont parfois régionales et les situations politiques bloquées.

De fait, les réponses sont multiples, de la mise à disposition diligente d'eau potable (réservoirs souples approvisionnés par camions citernes) et de latrines d'urgence à la construction d'infrastructures qui subsisteront à la crise.

Dans les pays victimes de conflits ou de catastrophes naturelles, l'eau insalubre tue plus sûrement que les crises elles-mêmes. Ce drame silencieux est pourtant mal connu. Les conflits armés tuent en moyenne 500 000 personnes par an. On estime que 8 millions de personnes, dont 50% d'enfants, meurent de maladies liées à l'eau chaque année

[source : L'Eau. Robert Laffont, 2004. Michel Camdessus, Bertrand Badré, Ivan Chéret, Pierre-Frédéric Ténière-Buchot].

Répondre à l'urgence, appréhender la reconstruction, penser le développement

Connaître et analyser les risques, un devoir de chacun

Les actions d'urgence et de reconstruction nécessitent une bonne connaissance des situations, des besoins, des capacités et des contraintes et doivent :

- **partager et gérer la connaissance des contextes** : études du milieu physique (géologie, hydrogéologie, régime des pluies) et analyses des réalités sociales, culturelles, économiques, politiques, voire historiques sur lesquelles les partenaires locaux et les agences de développement doivent poursuivre leurs investissements et efforts et dont les organisations humanitaires se doivent d'en faire le meilleure usage en temps de crise ;
- **diagnostiquer les facteurs de fragilité** (technique, institutionnel, socio-économique et exogène) qui alimentent les crises avec les référents compétents (organisations des Nations unies, acteurs locaux et ONG) ;
- **analyser les impacts négatifs potentiels** liés aux interventions afin d'anticiper les mesures d'atténuation à mettre en place.

Ces trois exercices devront sans cesse être nourris, actualisés et s'inscrire dans une dynamique de suivi et de capitalisation. Leurs résultats doivent être partagés par les acteurs internationaux, nationaux, locaux et la population, organisée ou non.

Cette compréhension relève de la responsabilité des acteurs. Elle est seule à même de permettre la définition d'objectifs pertinents, notamment dans la phase de reconstruction. Sur quels facteurs de fragilité l'action porte-t-elle, quels facteurs risque-t-elle d'exacerber ?

En particulier, lorsque les contextes de crise et de post-crise sont le terrain d'enjeux politiques, avoir conscience des crispations engendrées est fondamental pour ne pas entretenir la perpétuation de foyers de guerre ou l'apparition de phénomènes de dépendance.

La coordination entre les acteurs de l'aide est critique et vitale

Dans un souci de pertinence, d'efficacité et de durabilité des interventions, la coordination est reconnue par tous comme indispensable.

L'expérience du Tsunami fin 2004 a laissé de nombreuses interrogations chez les acteurs humanitaires, l'opinion publique et les populations. Créer des cellules de coordination efficaces entre les différents acteurs (Etat, autorités locales, entreprises, ONG...) est un enjeu central, d'une part dans les pays bénéficiaires et d'autre part dans les pays donateurs.

Au niveau local, la coordination revêt aujourd'hui un caractère mécanique à travers les « clusters » des Nations unies. Une évaluation du système doit permettre d'en améliorer l'efficacité et la gouvernance : les questions d'intégration dans les mécanismes de coopération nationaux existants et de respect des principes humanitaires d'impartialité, d'indépendance et de diversité des acteurs doivent être posées.

République Démocratique du Congo (RDC) : un partenariat ambitieux pour l'élimination du choléra

Sous la coordination du Ministère congolais de la santé publique, un pacte de partenaires publics et privés contribue à un ambitieux plan stratégique d'élimination du choléra. Les partenaires incluent le Ministère français des affaires étrangères, l'UNICEF, la Fondation Veolia Environnement, des universités congolaises et françaises et des instituts spécialisés. Ce plan s'appuie sur une approche scientifique innovante qui associe surveillance épidémiologique, prévention en zone cible, accès à l'eau potable, assainissement et hygiène. Il est déployé à travers un programme réalisé depuis 2006 par l'ONG française Solidarités à Kalémie (Katanga).

Développer de nouveaux mécanismes financiers adaptés doit être une priorité des bailleurs

Dans les contextes de post-crisis, les ressources financières constituent rarement une contrainte. En revanche, les procédures d'accès à ces financements, les priorités politiques et l'absence de continuité des fonds entre les phases d'urgence, de reconstruction et de développement, nuisent à l'efficacité des interventions.

Les budgets humanitaires ne sont mobilisables que sur la durée de la crise et les financements pour le développement présentent des délais d'instruction et des garanties de pérennité incompatibles avec un contexte de sortie de crise.

Pour assurer la transition entre urgence et développement, il faut proposer des mécanismes financiers plus réactifs et mieux articulés.

Penser le développement dès les actions d'urgence

Comment pilote-t-on l'action dans une perspective de moyen terme dans des contextes d'instabilité ? Dès la phase d'urgence, Etat, société civile, acteurs privés doivent être des partenaires incontournables pour :

- définir les choix techniques les plus appropriés aux contextes et favoriser l'émergence d'innovations ;
- réfléchir aux choix organisationnels et sociétaux : associant désastre et opportunité, les crises sont des moments où les populations peuvent acquérir, avec l'appui de nouveaux acteurs, des savoir-faire comme les pratiques d'hygiène ;
- mettre en place des choix économiques en faveur d'un service durable, supporté par les populations ;
- se faire connaître et accepter dans des contextes d'instabilité potentielle : les approches participatives sont cruciales, en particulier lorsque des interventions civilo-militaires en faveur du secteur sont menées en parallèle par les forces armées internationales. Il y a alors un enjeu de sécurité du personnel humanitaire et de lisibilité des actions menées.